

DECISION n°23-DDPP-2021

**en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement après examen
au cas par cas sur le projet dénommé « Régularisation suite à la construction
d'un nouvel atelier accueillant les lignes de traitement de surfaces » de
l'entreprise « Tec'Chim » sur la commune de Sorbiers**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu la demande déposée le 21 décembre 2020 par la société Tec'Chim et publiée sur le site internet de la préfecture de la Loire ;

Vu l'avis de la Direction Départementale des Territoires par courrier électronique du 18 décembre 2020 mentionnant l'absence d'arguments dans le sens d'une étude d'impact ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé par courrier électronique du 11 janvier 2021 considérant que la réalisation d'une étude d'impact est nécessaire ;

Vu l'accusé de réception du 11 janvier considérant le dossier comme complet ;

Considérant que le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique en application de l'article R 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet de l'entreprise vise à une augmentation de 28 m³ du volume des bacs de traitement et à une extension géographique pour intégrer des activités de peinture ;

Considérant qu'au vu des éléments présentés, les modifications apportées augmentent les nuisances générées par les activités du site de façon substantielle ;

Sur proposition de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes émise dans son rapport du 18 janvier 2021 ;

DECIDE

Article 1 : Décision

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet « Régularisation suite à la construction d'un nouvel atelier accueillant les lignes de traitement de surfaces » sur la commune de Sorbiers, présenté par la société Tec'Chim est soumis à évaluation environnementale.

Article 2 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs. Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de Madame la Préfète de la Loire à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Cette décision ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux.

Article 4 : Publication

La présente décision sera publiée sur le site internet de la préfecture de la Loire

Saint-Etienne, le **21 JAN. 2021**

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général


Thomas MICHAUD